



TOUS LES BLOGS

ENVOYER À UN AMI

SIGNALER CE BLOG

La Science au XXI Siècle

Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs » (France)



« Bilderberg 2013 : des puissances en crise (II) | Page d'accueil

09/06/2013

Bilderberg 2013 : des puissances en crise (III)

Le 9 juin 2013, dernier jour de la rencontre de Bilderberg de cette année, Paris Match souligne « Bilderberg. Le "no comment" de Cameron », à propos de la participation du Premier Ministre britannique à cette rencontre. A ce sujet, de [defensa](#) [commente](#) « Bilderberg-2013 : blowback et KO technique », et [Press TV](#) (Irlande) « UK PM U-turns on transparency pledge ». La participation à Bilderberg d'un premier ministre en exercice n'est rien de vraiment nouveau. Ce fut le cas, par exemple, de l'espagnol José Luis Rodríguez Zapatero à [Sitges](#). Pour ne pas parler de ministres, de présidents et membres de la Commission Européenne ou du Conseil Européen (van Rompuy à [Saint-Moritz](#)), de dirigeants de partis politiques... Mais dans la situation actuelle, c'est un sentiment croissant d'échec et d'inquiétude générale devant la crise permanente, qui semble pousser l'opinion publique à réagir à cette rencontre de Bilderberg. Paradoxalement, tel n'a pas été le cas il y a moins de trois mois lors de la réunion de la Commission Trilatérale à [Berlin](#) évoquée dans nos articles « [La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end](#) », « [La Commission Trilatérale, réunie à Berlin : qui en parle ?](#) » et « [Commission Trilatérale, Europe et Afrique \(I\)](#) » et sur laquelle les médias français avaient tout particulièrement gardé le silence. Pourtant, la Trilatérale [met en ligne](#) un abondant matériel comme déjà souligné dans notre article « [Bilderberg, Trilatérale, "théorie du complot"...](#) ». Le premier jour de la rencontre de Bilderberg de 2013, [The Telegraph](#) [commentait](#) « [Bilderberg Group? No conspiracy, just the most influential group in the world](#) ». C'est déjà suffisant pour ne pas comprendre le silence récurrent de nombreux médias avant la présente rencontre. Et qu'en est-il de la transparence de la part des participants exerçant des fonctions institutionnelles ? Un deuxième article du [Telegraph](#) intitulé « [Bilderberg Group 2013: guest list and agenda](#) » reproduisait la liste des points de discussion annoncés dans le [communiqué de presse](#) et la [relation des participants](#) officielle. Les lecteurs britanniques peuvent ainsi constater la participation au Bilderberg de 2013 d'un certain nombre de politiques de leur pays. Pourtant, aucun compte rendu n'est à ce jour prévu. Pas plus qu'en France, d'ailleurs, alors que la politique de l'Union Européenne fait partie des sujets évoqués. Précisément, les recommandations de la Commission Européenne pour la France soumises au prochain Conseil Européen ont de quoi inquiéter en ce qui concerne les dépenses publiques et les services publics. Rien d'autre que la suite d'une politique dont l'application invariable pendant trois décennies a déjà conduit à la crise sans fin actuelle. Le 9 juin également, [La Dépêche](#) [rapporte](#) « [François Hollande au Japon : "La crise dans la zone euro est terminée"](#) ». Cependant, outre les chiffres peu rassurants de [l'INSEE](#) sur le chômage en France, [7 sur 7 annonce](#) « [Le chômage va encore augmenter en Belgique](#) ». Avec le titre « [FMI-Union Européenne : A qui la faute ?](#) » à propos de la Grèce, [Radio Vatican](#) rappelle le renvoi récurrent du Fonds Monétaire International (FMI) à la « [confiance des investisseurs](#) ». Mais en réalité cette « confiance » est-elle autre chose que le bon vouloir des

Liens

- Contact pour recevoir notre lettre d'information
- Notre blog "Scientia"
- Blog "Science, connaissance et conscience"
- Blog "Notre Siècle"

Derniers weblogs mis à jour

- AmericaPolyphony
- AFRIKARABIA
- La Science au XXI Siècle
- L'Afrique en films
- hors cadre
- jean sebastien loygue
- Le Western culturel
- Com' une image
- Belles plumes
- Citizen Journalism



Toutes les notes

1. Bonjour

[TOUTES LES NOTES DE 2008](#)

(cliquer sur le titre)

2009

[TOUTES LES NOTES DE](#)

Junin 2013

D	L	M	M	J	V	S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

Notes récentes

Bilderberg 2013 : des puissances en crise (III)

Bilderberg 2013 : des puissances en crise (II)

Justice française, "mur des cons", impartialité...

OPERA, neutrino, CNRS : quel bilan autocritique ?

Loi Fioraso, anglais, EELV...

ESR : l'indispensable retrait de la loi Fioraso

Langue française et mondialisation (IV)

Langue française et mondialisation (III)

Langue française et mondialisation (II)

ESR : le projet de loi Fioraso doit être retiré...

Constitution et "races" humaines (III)

Hollande, Ayrault et la

transparence (II)
 CNRS, INSERM, recherche et précarité (I)
 G7 et impasse des pays ex-riches (II)
 G7 et impasse des pays ex-riches (I)

milieux financiers dont la stratégie de délocalisations a été à l'origine de la dégringolade actuelle sur le continent européen ? La rencontre de Bilderberg de 2013 apparaît marquée par l'affaiblissement de plus en plus évident des puissances qui à première vue en sont les protagonistes, comme déjà souligné dans nos articles « Bilderberg 2013 : des puissances en crise » (I) et (II). Mais quel est le véritable jeu de la grande finance dont le pouvoir ne cesse de s'affirmer face aux Etats en crise ?

2009
 (cliquer sur le titre)

2010

TOUTES LES NOTES DE 2010
 (cliquer sur le titre)

À propos

Dans ces réunions de Bilderberg qui, à différence de celles de la Commission de la Trilatérale, sont pour l'essentiel réservées à des participants européens et des Etats-Unis, quel est le jeu des représentants des milieux financiers qui à première vue peuvent apparaître comme rattachés à ces pays ?

2011

546. La Science au XXI Siècle : archives 2010 (juillet - décembre)

Commentaires récents

Toutatis sur Constitution et "races" humaines (III)

Mayer Marie sur ESR : l'indispensable retrait de la loi Fioraso

TT sur ESR : le projet de loi Fioraso doit être retiré...

Caro sur G7 et impasse des pays ex-riches (II)

Victor sur G7 et impasse des pays ex-riches (II)

Jean-Luc sur G7 et impasse des pays ex-riches (II)

Marie sur Hollande, MEDEF, syndicats, "flexisécurité".....

henri sur Loi Fioraso et usage de la langue française...

Toto sur Ville de Paris, incident de la piscine et...

ERA onlus sur Loi Fioraso et usage de la langue française...

Les puissances occidentales sont clairement en crise et leurs économies survivent par des braderies progressives du secteur public. Leur marge de manoeuvre devient de plus en plus exigüe. A différence des milieux financiers, dont les bénéfices ne cessent d'augmenter et par rapport auxquels la dépendance des Etats s'accroît. A quoi servent, dans un tel contexte, les rencontres de Bilderberg ? Quels intérêts les dominent ?

De visite au Japon, François Hollande proclame haut et fort que la crise de la zone euro serait finie. Mais ce même 9 juin, *Le Nouvel Observateur* écrit « Le gouvernement évoque un effort collectif pour les retraites » et rappelle que dans l'esprit des annonces gouvernementales « tous les Français seront mis à contribution ». Encore une lourde facture pour les travailleurs et les « petits citoyens ». Qui a dit que la crise était finie ?

Et que nous prépare encore la politique de l'Union Européenne ?

Suit l'extrait final des recommandations pour la France proposées par la Commission Européenne et qui seront examinées par le Conseil Européen les 27 et 28 juin

Source : site de l'Union Européenne

http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nd/csr2013_france_fr.pdf

RECOMMANDATION DU CONSEIL concernant le programme national de réforme de la France pour 2013 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la France pour la période 2012-2017

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

(...)

RECOMMANDE que la France s'attache, au cours de la période 2013-2014:

1. à renforcer et poursuivre la stratégie budgétaire en 2013; à renforcer la crédibilité de l'ajustement en précisant, d'ici à l'automne 2013, et en mettant en oeuvre les mesures nécessaires en 2014 et au-delà pour assurer la correction du déficit excessif de manière durable en 2015 au plus tard et la réalisation de l'effort d'ajustement structurel spécifié dans les recommandations émises par le Conseil dans le cadre de la PDE; à consacrer toutes les recettes imprévues à la réduction du déficit; une correction durable des déséquilibres budgétaires requiert la mise en oeuvre crédible de réformes structurelles ambitieuses pour accroître la capacité d'ajustement et stimuler la croissance et l'emploi; à maintenir le cap d'un assainissement budgétaire propice à la croissance et à renforcer encore l'efficacité des dépenses publiques, notamment en procédant comme prévu à un réexamen des postes de dépenses dans les sous-secteurs des administrations publiques; à prendre, dans le cadre de la prochaine loi de décentralisation, des mesures destinées à améliorer les administrations et les économies entre les différents niveaux de l'administration, central, régional et local; une fois le déficit excessif corrigé, à poursuivre l'effort d'ajustement structurel à un rythme approprié de manière à atteindre l'OMT d'ici à 2016; à prendre des mesures d'ici à la fin de l'année 2013 pour équilibrer durablement le système de retraite en 2020 au plus tard, par exemple en adaptant les règles d'indexation, en augmentant encore l'âge légal de départ à la retraite et la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein et en réexaminant les régimes spéciaux, tout en évitant une augmentation des cotisations sociales patronales, et à améliorer le rapport coût-efficacité des dépenses de santé,

547. Nouvel an, services publics et casse sociale

548. Un collectif contre le G8 des universités (I)

549. CNRS : décroissance des crédits réels en 2011

550. Fabela Amara, IGAS, conflits d'intérêts

551. Décret de licenciement massif des fonctionnaires de l'Etat (II)

552. CNRS et "externalisation" des services

553. CNRS, concours DR1 et transparence

554. Jean-Hugues Matelly n'est plus radié des cadres

555. Conflits d'intérêts et institutions françaises (I)

556. Le FMI et la Tunisie

557. Où mène la tant vantée "autonomie" des universités ? (III)

558. CNRS, fonction publique, Union Européenne... (I)

559. CNRS et concours DR1 : notre recours

560. CNRS : message aux personnels des unités (janvier 2011)

561. CNRS et danger d'embrigadement des scientifiques

562. CNRS, concours DR1 et comportement des élus

563. Conflits d'intérêts et institutions françaises (II)

564. Alliot-Marie et la Tunisie

565. Le FMI et l'Egypte

566. Université "modernisée" : l'impasse (I)

Twitter



scienceXXI Bilderberg 2013 : des puissances en crise (III) ...nce21.blogs.courrierinternatic /2013/0... yesterday · reply · retweet · favorite

scienceXXI Bilderberg 2013 : des puissances en crise (II) ...nce21.blogs.courrierinternatic /2013/0... 4 days ago · reply · retweet · favorite

scienceXXI Justice française, "mur des cons", impartialité (II) ...nce21.blogs.courrierinternatic /2013/0... 7 days ago · reply · retweet · favorite

scienceXXI OPERA, neutrino, CNRS : quel bilan

Catégories	notamment dans les domaines des dépenses pharmaceutiques;	567. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (I)
Administration et administrés	2. à s'assurer que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi réduit bien du montant envisagé le coût du travail et qu'aucune autre mesure n'annulera ses effets; à poursuivre la réduction du coût du travail, notamment en adoptant d'autres mesures pour réduire les cotisations sociales patronales; à faire en sorte que le salaire minimum évolue d'une manière propice à la compétitivité et à la création d'emplois, compte tenu de l'existence de dispositifs de soutien des salaires et d'exonérations sociales;	568. CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (V)
Afrique		569. CNRS, Egypte et obligation de réserve des chercheurs
Amériques		570. Denis Robert et l'intérêt général (I)
Archives de nos articles		571. Conflits d'intérêts et institutions françaises (III)
Asie	3. à prendre des mesures pour améliorer l'environnement des entreprises et à développer la capacité d'innovation et d'exportation des entreprises, notamment des PME et des entreprises de taille intermédiaire; en particulier, à lancer l'initiative annoncée de simplification du cadre réglementaire, et à améliorer les conditions générales propices à l'innovation, en renforçant les transferts de technologie et l'exploitation commerciale des résultats de la recherche, notamment par une réorientation des pôles de compétitivité;	572. Conflits d'intérêts et institutions françaises (IV)
Astrophysique		573. Conflits d'intérêts et justice française (I)
Biologie		574. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (II)
CA du CNRS du 1er juillet 2008		575. Jules Ferry, colonialisme : lettre à Nicolas Sarkozy et Bernard Accoyer
Chimie	4. à prendre des mesures pour renforcer la concurrence dans le secteur des services; à éliminer les restrictions injustifiées à l'accès aux services professionnels et à leur exercice, notamment en ce qui concerne la forme juridique, la structure d'actionariat, les quotas et les restrictions territoriales; à prendre des mesures pour simplifier l'autorisation des ouvertures de commerces et supprimer l'interdiction de la vente à perte; à mettre fin aux tarifs réglementés du gaz et de l'électricité pour les clients autres que les ménages et à renforcer la capacité d'interconnexion avec les pays voisins; dans le secteur ferroviaire, à ouvrir le transport intérieur de passagers à la concurrence;	576. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (II)
Cosmologie		577. Fonctionnaires et "période de réserve électorale" (I)
Culture		578. DCRI, CRISTINA, présomption d'innocence...
Délocalisations et dumping		579. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (III)
Droits et libertés		580. Jules Ferry, colonialisme : brève réponse de l'Ellysée
Ecologie		581. Jules Ferry, colonialisme : la réponse de Bernard Accoyer
Economie	5. à poursuivre les efforts de simplification du système fiscal et à améliorer son efficacité, tout en garantissant la continuité de la règle fiscale dans le temps; à prendre des mesures pour supprimer les incitations fiscales favorisant l'endettement des entreprises; à intensifier les efforts pour réduire et rationaliser les dépenses fiscales relatives à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés, tout en réduisant le taux de ces impôts; à rapprocher les taux réduits du taux normal de TVA et à supprimer les taux réduits inefficaces; à prendre des mesures supplémentaires déplaçant la charge fiscale sur le travail vers les taxes environnementales ou la consommation;	582. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (I)
Education		583. CNRS et RGPP (I)
Etats-Unis	6. à mettre en oeuvre intégralement et sans délai l'accord interprofessionnel de janvier 2013, en concertation avec les partenaires sociaux; à prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre la segmentation du marché, notamment pour apporter une solution au cas des travailleurs intérimaires; à lancer sans tarder une réforme du système d'indemnisation du chômage, en association avec les partenaires sociaux pour garantir la viabilité du système tout en faisant en sorte que celui-ci encourage de manière adéquate le retour à l'emploi; à améliorer le taux d'emploi des travailleurs plus âgés et à stimuler leur participation au marché du travail; à prendre des mesures spécifiques pour améliorer les perspectives d'emploi des chômeurs plus âgés, notamment par un accompagnement et une formation spécifiques; à accroître la participation des adultes aux actions d'apprentissage tout au long de la vie, notamment des adultes les moins qualifiés et des chômeurs; à faire en sorte que les services publics de l'emploi offrent effectivement un appui personnalisé aux chômeurs et que les politiques actives de l'emploi ciblent effectivement les plus défavorisés; à prendre des mesures supplémentaires pour améliorer le passage de l'école au travail par l'intermédiaire, par exemple, d'une garantie pour la jeunesse et de la promotion de l'apprentissage.	584. Faut-il "excommunier" Stephen Hawking ? (I)
Etrangers en France		585. CEDH et crucifix dans les écoles publiques (I)
Etudier à l'étranger		586. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (II)
Europe		587. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (I)
Evaluation		588. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (II)
Fiscalité		589. CNRS et RGPP (II)
Fonction publique		590. CNRS et RGPP (III)
Histoire		591. Danger nucléaire :
Indépendance du service public		
Informatique		
Institutions		
Interdisciplinarité		
Internet		
Justice		
La France vue d'ailleurs		
Langues et traduction		
Libéralisme	(fin des recommandations de la Commission Européenne)	
Médecine		
Mondialisation	Voir aussi nos articles (cliquer sur chaque titre) :	
Moyen-Orient	Bilderberg 2013 : des puissances en crise (I)	
Nucléaire	Bilderberg 2013 : des puissances en crise (II)	
Physique	Bilderberg, Trilatérale, "théorie du complot"...	
Politique	Grèce et "vente des meubles" imposée aux Etats (I)	
Politique scientifique	Grèce et "vente des meubles" imposée aux Etats (II)	
Précarité	Grèce : la faillite planifiée des Etats souverains	